

Intervention sur les réfugiés

Mes cher-e-s collègues,

Pourquoi autant d'hommes et de femmes fuient ainsi guerres et misère ? Comment nier la responsabilité des pays de l'union européenne, dont la France, dans les zones en conflit, du fait des interventions aussi inefficaces qu'injustes tels les bombardements qu'hélas la France va poursuivre ? Comment nier l'impact des politiques de libre échange qui ruinent les économies de tant de pays et provoque misère et exode ? Et comment nier que demain nos politiques productivistes responsables du réchauffement climatique vont aggraver le nombre de réfugiés climatiques ?

Ce que certains nomme "la crise des réfugiés" n'est pas passagère. Rien ne sera réglé sans résoudre les causes de départs.

Plutôt que de s'engager dans de nouveaux bombardements sur la Syrie qui n'ont jamais rien réglé et décréter que la France n'accueillera pas plus de 30 000 réfugiés, notre gouvernement ferait bien de s'attaquer enfin réellement aux causes. Et en attendant c'est aux Etats, et à l'Etat Français et à notre collectivité parisienne d'assumer les conséquences.

La France reste un des pires élèves en matière de droit d'asile accordé. C'est une honte pour notre République. L'Union Européenne était prête à exclure la Grèce de la zone euro et laisse la Hongrie piétiner le droit d'asile. Il faut en finir avec cette Europe forteresse criminelle en Méditerranée et ailleurs et remettre en cause les accords Dubin.

Cette question des réfugiés révèle à Paris la carence inadmissible concernant l'hébergement d'urgence. Je ne veux pas nier les efforts de la ville dans la recherche de bâtiments intercalaire et la bataille pour que l'Etat assume ses responsabilité et co-finance des places d'hébergement. Mais la ville se réveille bien tard. Les 2200 places d'hébergement ne satisfont pas la demande et vous le savez bien.

Dans mon voeu je propose que bien plus de bâtiments vacants de l'AP-HP soient mis à contribution et je souhaiterais que le voeu de l'exécutif mentionne l'AP-HP.

Heureusement, grâce à la mobilisation citoyenne et d'élu-e-s, les opérations comme celle de Pajol, violentes et inhumaines n'ont pas été réitérées. Mais quand la situation des personnes réfugiées au lycée Jean Quarré sera t-elle prise en compte ? Mais combien de femmes et d'hommes vivent encore à la rue, et quelle sera la situation cet hiver ? Pourriez-vous me dire ce qu'il en est des familles qui dorment

sous la porte de St Ouen dans des conditions sanitaires des plus préoccupantes, même s'il ne s'agit pas de demandeurs du droit d'asile ?

Quant à la délibération proposée par le groupe socialiste, franchement... vous vous limitez à encourager la solidarité citoyenne, qui par ailleurs ne vous a pas attendu, alors que vous dirigez à tous les étages.

La politique gouvernementale ne prend définitivement pas la mesure de l'urgence de la situation.